

DISCOURS POUR LA FRANCE

Mutualité – Mercredi 18 octobre 2006



Mesdames et Messieurs, Chers amis de la République et de la France,

J'aurais aimé ce soir saluer individuellement chacune et chacun d'entre vous pour vous dire tout simplement Merci. Merci d'être présents. Oui, Merci d'être venus si nombreux.

Merci aussi à Elisabeth LAITHIER, François MORVAN et Jean-Pierre ENJALBERT pour leur fougue et leur talent. Leur soutien, leur confiance, leur courage m'honorent !

Un courage partagé par les parlementaires Jacques BAUDOT, Patrick LABAUNE, François-Xavier VILLAIN, François GUILLAUME et les élus locaux qui nous ont

rejoints en bravant les consignes des partis et des clans pour afficher haut et fort leurs convictions.

Car, oui mes amis, notre rassemblement de ce soir n'est pas un rassemblement comme les autres. C'est le rassemblement de ceux qui placent l'amour de la France au-dessus de tout. C'est le rassemblement de celles et ceux qui souffrent de voir notre pays s'affaïssir chaque jour davantage alors qu'il dispose de tant d'atouts.

Vous êtes ici car vous ne supportez plus la « politique spectacle » qui détourne des vrais enjeux.

Vous êtes ici car vous partagez avec nos compatriotes leur lassitude, leur impatience, leur colère.

Vous êtes ici enfin car vous avez compris que j'irai jusqu'au bout, oui, jusqu'au bout pour proposer aux Français une autre politique que celle du mensonge et de l'hypocrisie.

Oui, mes chers compagnons, amis et camarades, il n'y a pas de fatalité.

Je suis candidat, car je sais, vous savez, car les citoyennes et les citoyens savent qu'il est possible de relever la République et qu'il est possible de relever la France. Je suis candidat car, je ne veux pas être complice de la nouvelle farce électorale qui se prépare.

Alors que les défis du pays sont cruciaux, que l'enjeu pour la vie quotidienne des Français est décisif, le système politique s'apprête, comme jamais, à verrouiller le scrutin de 2007. Il s'apprête à le faire précisément parce que les candidats du système savent à quel point le peuple aspire à en finir avec la politique menée depuis trente ans.

Après avoir foulé aux pieds le vote souverain du peuple du 29 mai 2005, les voilà prêts à voler aux Français l'élection présidentielle. Le régime des partis, vous le savez bien, a refait main basse sur la République.

Comme toujours, ils avancent masqués. Ils y mettent les formes.

Conscients que les Français sont orphelins de la Nation, de la République, de l'autorité de l'Etat, de la Justice sociale, jamais les divas des magazines ne se sont disputées autant ces beaux mots pour faire oublier combien leurs programmes leur tournent le dos.

La leçon de 2002 oubliée ! La leçon de 2005 oubliée !

Le grand bal des hypocrites recommence. Le double langage atteint des sommets.

A la gauche des écrans de télévision, le programme socialiste est un catalogue de promesses intenable digne de celui de 1981, abandonné je vous le rappelle en quelques mois de gouvernement. Celui d'aujourd'hui sera abandonné aux lendemains mêmes des élections, et les dirigeants socialistes le savent. Ils promettent tout à tous. Leur démagogie n'a d'égale que leur irresponsabilité.

La démagogie c'est en effet de promettre le changement tout en refusant de toucher au carcan européen qui l'interdit.

- Comment le PS peut-il refuser la privatisation de GDF et conserver les accords de Barcelone signés par Lionel Jospin dérégulant le secteur de l'électricité et du gaz ? Mystère !

- Comment Madame Royal peut-elle promettre ce qu'elle appelle pompeusement « l'excellence écologique » et ne pas remettre en cause les traités qui permettent à la Commission de Bruxelles d'imposer les OGM à des consommateurs qui n'en veulent pas ? Mystère !

- Comment Monsieur Strauss Kahn peut-il prétendre vouloir éradiquer la misère sans s'attaquer à l'OMC ? Mystère !

Ce mystère a un nom : le pouvoir pour le pouvoir, et le mépris du peuple.

L'irresponsabilité c'est de promettre papiers, appartements, emplois à tous les candidats à l'immigration. Pour un « Cachan » apparemment réglé, combien de « Cachan » demain ? Est-ce vraiment digne de créer dans une société fragilisée un tel appel d'air en incitant ainsi à violer la loi républicaine ? Les faux humanistes qui veulent la libre circulation de la main d'œuvre au prix le plus bas sont les complices et les alliés de ceux qui veulent la libre circulation des capitaux au taux de profit le plus haut.

Décidément, la gauche caviar n'a rien compris ni rien appris. Son retour au pouvoir, croyez-moi, loin de régler les problèmes du pays, les aggraverait dramatiquement.

A la droite de l'écran, au grand désespoir des Français qui attendaient d'elle en 2002 un sursaut, et en dépit de la bonne volonté des uns et des autres, la majorité a aussi fait preuve de double langage. La promesse de 1995 de réduire la fracture sociale et la promesse de 2002 de garantir l'unité de la république se sont évanouies sitôt les élections passées.

Nous avons eu :

- La fermeté en paroles, le laxisme en actions.
- Une loi pour maîtriser l'immigration avant l'été, la multiplication des régularisations à l'automne.
- Le patriotisme économique le matin, l'OPA de Mittal sur Arcelor l'après-midi ;
- De bonnes intentions pour lutter contre l'effet de serre alors que dans le même temps on prive la France des moyens d'agir en privatisant par copinage les sociétés d'autoroutes et GDF.

On ravale la façade, mais en réalité on vend la France par appartements.

Et tout cela n'est rien encore à côté de ce qui nous attend.

Sur un sujet clé, celui de l'Europe, sur lequel le peuple a tranché, le double langage est inacceptable. Car, c'est bien le respect du suffrage universel et l'indépendance de la France qui sont en cause.

Max Gallo nous l'avait bien dit lorsqu'il avait participé à nos universités d'été l'an passé. La question nationale sera au cœur de l'élection présidentielle.

Le 29 mai 2005, en effet, avec vous tous, alors que tout semblait perdu, nous avons réussi à éviter la mise sous tutelle de notre démocratie, l'abandon de nos valeurs, la dénaturation du beau projet européen et aujourd'hui, nous devrions accepter le vote par le Parlement, en catimini, au lendemain de 2007, des principales dispositions de la constitution européenne.



Mais, vous le savez bien, derrière les beaux discours en France appelant à refonder la République, à glorifier la Nation, Nicolas Sarkozy est allé, à Bruxelles, prêter allégeance à Monsieur Barroso proclamant qu'il ferait voter après 2007 par le Parlement une mini-constitution. Il est ensuite allé prêter allégeance aux dirigeants de Washington, promettant de rééquilibrer la politique de la France vers les USA et la Grande-Bretagne, au détriment d'une politique européenne qui, sans exclure bien sûr le peuple britannique ni au delà le peuple américain, doit chercher en direction de l'Allemagne, de la Russie, et des grandes nations émergentes, les moyens de

redonner au monde l'équilibre dont il a besoin.

Françaises, Français soyons clairs ! Chacun ses choix ! Mon tiercé gagnant ne sera jamais Bush, le MEDEF et Barroso. Mon tiercé gagnant c'est la Liberté, l'Égalité, la Fraternité.

On nous propose en réalité de continuer à suivre l'exemple de M. Giscard d'Estaing qui a récemment affirmé « le rejet du traité constitutionnel en France a été une erreur qui devra être corrigée, d'autant que les Français n'étaient pas contre le traité ... d'après les sondages » ! Avec ce genre de raisonnement supprimons les élections !

- On comprend pourquoi maintenant après le 29 mai, les dirigeants ont joué tactiquement la crise pour orchestrer la culpabilisation des peuples français et hollandais ;
- On comprend pourquoi la politique européenne désavouée a été poursuivie (de la directive Bolkestein à la hausse des taux d'intérêt rejetée de la Banque Centrale européenne en passant par l'adhésion de la Turquie).
- On comprend pourquoi la Commission de Bruxelles a multiplié les oukases à l'encontre de notre modèle national : - atteinte au livret A qui finance pourtant le logement social ; entrée en bourse des clubs sportifs comme si l'argent n'avait pas déjà assez dénaturé le sport ; suppression du monopole de la poste - contestation du monopole d'Etat sur les jeux de hasard pour combler les mafias.
- On comprend enfin pourquoi les gouvernements français et allemand préparent ensemble la présidence allemande puis française pour remettre sur la table le projet de constitution.

C'est donc clair, les oligarchies européennes de gauche comme de droite, désavouées en 2005 veulent prendre leur revanche sur le peuple français en 2007. L'élection présidentielle sera le deuxième tour du référendum du 29 mai. Ils nous ont prévenus, à nous maintenant d'être cohérents !

Donnons leur à méditer cette phrase du Général de Gaulle : « on a pris l'habitude d'habiter des palais, d'avoir des huissiers pour ouvrir les portes et d'utiliser les téléphones. Mais la République, ce n'est ni des palais, ni des huissiers, ni des téléphones. LA REPUBLIQUE C'EST LE PEUPLE ».

En vérité, les dirigeants de la gauche de gouvernement comme de la droite de gouvernement préfèrent déplaire au peuple que de déplaire aux nouveaux maîtres du monde auprès de qui ils vont quémander un strapontin.

Ce faisant, ils s'interdisent d'imaginer une autre Europe. Ils s'interdisent tout changement de politique. Ils s'interdisent d'aller à la racine des problèmes. Ils font semblant de gouverner ne résolvant rien et alimentant la colère des peuples.

Oui, ils font semblant de s'opposer le temps des campagnes électorales alors qu'ils sont d'accord pour ne rien changer sur l'essentiel.

Oui, ils feignent de lutter contre la montée des extrémismes et maintenant des fanatismes religieux alors même qu'ils sont les premiers, par leur incapacité à résoudre les maux du pays, à les nourrir.

Dès lors, il n'est pas étonnant que la forme l'emporte sur le fond. Quand la cause du « peuple » a remplacé la cause du peuple, il n'y a plus d'autre place que pour les luttes d'égo et les rivalités de clans sur les débats d'idées. Le tout sous le regard bienveillant des « gros intérêts » qui s'accommodent fort bien d'un pouvoir d'autant plus clinquant qu'il est faible.

La pièce de théâtre va donc pouvoir commencer. Les personnages sont en place et les rôles sont écrits. Vous les connaissez !

D'un côté les deux candidats du OUI qui vont confronter la couleur du papier cadeau et faire mine de s'étriper sur la longueur du ruban pour mieux cacher que le cadeau est exactement le même.

De l'autre les extrêmes, de gauche comme de droite, qui vont se livrer à une surenchère verbale plus ou moins nauséabonde pour capter le plus grand nombre possible de déçus du système.

Je le dis tout net : je ne participerai pas à ce « dîner de cons » où une petite bande de cyniques va se jouer de la candeur de sa proie et réciter l'habituel couplet inoffensif des mesures qui ne résolvent rien.

NON ! Ne comptez pas sur moi pour tromper ainsi nos concitoyens !

Dans notre pays déjà abimé par 25 ans de cynisme politicien, je n'accepterai jamais de laisser ainsi le système politique jouer avec la sincérité des Français.

Je l'accepte d'autant moins qu'il est possible de faire autrement. Oui, mes amis, il est possible de bâtir une autre Europe qui serve les peuples et nous aide à relever les grands défis de la mondialisation.

Oui, il est possible de bâtir une France nouvelle à la fois forte et juste.

Aussi, je veux maintenant vous dessiner le visage de la France que j'aime. Celle que j'imagine pour nous tous quels que soient nos origines, nos croyances, nos parcours. La France que je vous propose de bâtir ensemble.

Et je veux m'adresser ce soir particulièrement à ceux qui ont 20 ans aujourd'hui pour qui nous travaillons et à qui nous allons transmettre le flambeau.

Oui, je vous propose de bâtir ensemble une France réconciliée avec elle-même, capable de s'adresser à tous les peuples de la terre pour tenter de rendre plus humain le monde du XXI^{ème} siècle

Pour réconcilier la France avec elle-même, il nous faut résoudre nos propres difficultés sans renoncer à notre âme, au contraire ! Belle et difficile exigence de fidélité à nous-mêmes que résume parfaitement la célèbre expression « une certaine idée de la France »...

Nous ne sommes pas patriotes par vénération d'une quelconque communauté qui se voudrait, par quelques artifices, supérieure aux autres. Nous sommes patriotes parce que nous sommes républicains et que dans notre histoire l'universalisme du cri de « Vive la Nation » s'est toujours conjugué avec la clameur enthousiaste et libératrice de « Vive la République ».

C'est pourquoi, nous nous opposons à certaines dérives.

La dérive tout d'abord de ceux qui salissent l'amour de la France en le transformant, en rejet et haine de l'autre.

La dérive ensuite de ceux qui sont prêts à abandonner notre modèle humaniste, pour soi-disant « s'adapter » au monde brutal d'aujourd'hui.

Ce reniement des uns alimente d'ailleurs celui des autres et explique le mal français d'aujourd'hui, une Nation, comme un individu, ayant besoin pour réussir d'être en paix avec elle-même. Le repli identitaire, xénophobe ou fanatique répond à l'esprit d'abandon devant une mondialisation-clochardisation qui broie l'homme. Ce terrible cercle vicieux de renoncement en renoncement à ce qui a fait l'histoire de notre pays, ses conquêtes sociales,

sa langue, son identité, son indépendance, abîme notre cohésion nationale et casse le moral comme l'énergie des Français.

Une chose est de regarder avec lucidité son passé, de comparer ses handicaps et ses atouts, une autre est de se livrer à l'autodénigrement permanent comme si l'on s'acharnait à couper les racines d'un arbre millénaire.

Ainsi, pour être équilibrée, épanouie, la France doit rester fidèle à son logiciel républicain. Je vous propose donc une France juste, une France ambitieuse, une France responsable et enfin, une France exemplaire !

Une France juste tout d'abord.

Imaginons un instant son visage.

Une France où l'égalité devant la loi est une réalité, où tout simplement les décisions de Justice sont appliquées (je vous rappelle qu'aujourd'hui dans notre pays seulement la moitié d'entre elles le sont). Un pays où la Justice s'exerce enfin au nom du peuple par des juges qui sanctionnent le coupable et épargnent l'innocent.

Une France où l'école est exigeante car elle ose à nouveau transmettre les savoirs, apprendre à lire, à écrire et à se situer dans le temps et dans l'espace, délivrer de vrais diplômes et apprendre à vivre en société en s'écoutant et en se respectant. Une école méritocratique où l'effort est récompensé, où les meilleurs sont tirés vers le haut permettant justement de remettre en marche l'ascenseur social sans discrimination positive ! Une école où les difficultés d'apprentissage sont repérées très tôt puis traitées par des équipes pluridisciplinaires. Une école où l'orientation est diversifiée au besoin en direction de filières technologiques. Une école où les maîtres assument leur autorité avec leurs droits mais aussi avec leurs devoirs notamment celui d'exemplarité ! Mon engagement à cet égard, sera d'abolir la funeste loi Jospin de 1989 et de soumettre aux Français, par référendum, une nouvelle loi-cadre sur la réforme de l'enseignement primaire et secondaire.

Une France qui veille à l'équilibre de ses territoires grâce à des services publics réformés pour qu'ils fonctionnent mais qui resteront publics pour la simple raison que le secteur privé, comme cela a été amplement démontré de par le monde, ne saurait trouver, sans en déformer la nature et la mission, son profit dans la gestion de tels services. Oui, une Nation où, que l'on habite Brest, Ajaccio, Limoges ou Saint-Denis, l'électricité est fournie et les trains fonctionnent au profit des usagers et non des actionnaires, (des fonds de pensions américains).

Un pays qui valorise ses agriculteurs, artisans du paysage, les encourage à hisser la qualité de l'alimentation et préserver l'environnement avec les biocarburants.

Enfin, une France juste, c'est une France où la sécurité sociale fait bénéficier le plus grand nombre de soins gratuits et de qualité le plus grand nombre quel que soit le niveau de revenu et le lieu d'habitation.

Le tableau que je viens de dresser peut paraître évident. Et pourtant, cela ne va plus de soi aujourd'hui. Tout est fait pour l'abattre. Tout est fait pour fondre la France dans l'Europe et l'Europe dans le monde. Tout est fait pour en finir avec la France parce qu'elle est porteuse de valeurs et d'exigences qui ne sont pas solubles dans la mondialisation comme elle va.

L'enjeu de 2007 n'en sera que plus important. Oui, en 2007, les Français auront le choix entre l'abandon du modèle républicain par démission lente ou rupture à l'anglo-saxonne et sa renaissance.

En 2007, oui, il faudra choisir entre l'abandon de la carte scolaire qui multiplierait les ghettos et un plan global de lutte contre l'échec scolaire.

En 2007, il faudra bien choisir entre la poursuite de la décentralisation qui accroît les inégalités entre les territoires riches et pauvres et l'aménagement du territoire qui les corrige.

Oui, en 2007, il faudra bien choisir entre le démantèlement des services publics et leur réforme, au service du public.

Oui, en 2007, il faudra aborder la question de la sécurité sociale. Aujourd'hui, personne n'en parle. C'est le grand secret. Et pourtant, en vertu d'accords européens, il est possible, pour qui le souhaite, d'abandonner la sécurité sociale au profit d'assurances privées. Ces dernières commencent à écrémer le marché des bien-portants pour laisser à la solidarité nationale les plus malades. L'accepter c'est laisser exploser le système ! Comme pour le service public, je propose de réformer la sécurité sociale pour la sauver. Faut-il encore avoir le courage de remettre en cause la vision suicidaire de la Commission européenne.

Mais dans le monde difficile d'aujourd'hui, pour être juste...

.... la France doit aussi être forte. Elle doit s'en donner les moyens.

Curieux pays qui, après avoir inventé l'avenir, n'en finit plus de ressasser le passé ! Il est temps, mes amis, de tourner notre Nation vers le XXI^{ème} siècle, de nous mettre en position de relever les défis colossaux qui sont devant nous

Oui, j' imagine dans 20 ou 30 ans mon pays à nouveau acteur de l'économie mondiale.

Une France tout d'abord conquérante dans les secteurs d'activités qui décideront de la hiérarchie des Nations et du niveau de vie de nos enfants.

Oui, je rêve d'une industrie automobile française qui invente la voiture propre de demain. Oui, je rêve d'une médecine qui, par la génétique pourra réparer le corps humain. Oui, je rêve d'un pays qui en repoussant les frontières de l'infiniment petit sera pionnier de la nouvelle révolution informatique. Une France où les chercheurs reviendront car ils ne seront plus prisonniers de statuts réducteurs, de salaires de misère et de coupes de crédits à répétition.

Une France ensuite où les entrepreneurs investiront leur argent car l'Etat aura compris qu'il est absurde d'inciter les plus aisés à créer de l'emploi au dehors de nos frontières. Un pays où l'esprit d'initiative, la mobilité sociale et la production sur le territoire national seront à nouveau récompensés.

Une France qui réconciliera la création culturelle et l'économie en permettant notamment, grâce à la licence globale, les échanges libres d'œuvres culturelles sur Internet.

Une France enfin où l'Etat redeviendra moins gros et plus musclé. Un Etat réformé que les fonctionnaires, respectés à nouveau des Français, seront heureux de servir.

Oui, mes chers compagnons, amis et camarades, si nous ne voulons pas léguer à nos enfants un vaste parc touristique, musée vivant d'un art de vivre disparu que visiteraient les nouveaux riches des pays émergents, il est temps de bâtir une vraie stratégie de puissance.

Que cela plaise ou non, la guerre est économique et la naïveté de beaucoup de nos dirigeants nationaux ou européens est confondante.

Gavés comme des oies de stock-options certains dirigeants d'entreprises ont perdu tout sens commun et deviennent les mercenaires des OPA étrangères comme fut celle de Mittal sur Arcelor.

On ne peut plus laisser les bureaucrates de Bruxelles ou Bercy, regarder passer les trains de délocalisations qui ruinent nos territoires et paupérisent de plus en plus de Français.

Les Américains, les Japonais, les Chinois l'ont compris, qui jouent de leur taux de change, protègent leurs industries, investissent massivement dans la recherche ou l'innovation. Pendant ce temps nos ministres quémangent à Bruxelles l'autorisation de soutenir les fameux pôles de compétitivité ou regardent en spectateur Monsieur Trichet casser la croissance et l'emploi par des hausses de taux d'intérêt injustifiées ?

Pendant ce temps, nous ouvrons toujours plus nos frontières à des produits fabriqués au mépris des plus élémentaires règles sociales et environnementales que l'on demande à nos entreprises de respecter. L'enjeu est là. Douze millions de nos concitoyens vivent aujourd'hui avec moins de 850 euros par mois. Sept millions avec moins de 720 euros. Un million d'enfants sont élevés sous le seuil de la pauvreté.

En 2007, le choix sera simple. Ou bien poursuivre cette politique suicidaire, laisser coloniser nos forces vives, compter toujours plus de pauvres dans notre pays ou bien mettre en œuvre une vraie contre offensive !

Seule une politique économique mêlant

- mesures nationales pour défendre nos intérêts,
- mesures libérales pour fortifier nos entreprises,
- et mesures sociales pour partager les résultats, peut nous faire remonter la pente.

Et, de grâce, mettons de côté le faux débat sur la liberté d'entreprendre. Soyons pragmatiques. Comme le recommande Joseph Stiglitz, prix Nobel Américain d'économie, ancien conseiller de Bill Clinton, écartons les fanatiques du marché qui sont en train de tuer l'économie de marché.

La France a peu de temps devant elle pour se reprendre.

Fortifier ses entreprises en allégeant ses charges pour les remplacer enfin par des cotisations sur la valeur ajoutée s'appliquant aux importations et remplacer le fatras des « aides à l'emploi » par une exonération des charges sociales OUVRIERES et patronales afin de permettre une augmentation générale des bas salaires, notamment dans les métiers de main-d'œuvre.

Faire revenir les capitaux en les exonérant d'ISF quand ils investissent dans les PME car l'emploi vaut bien une œuvre d'art.

Réhabiliter l'Etat stratège qui, comme au Japon, voit loin, sélectionne les secteurs d'avenir, protège les jeunes pousses, investit massivement dans la recherche et la connaissance.

Inciter les entreprises à des comportements sociaux et environnementaux vertueux en liant la baisse des charges à certains critères d'équilibre social au sein de l'entreprise (comme le nombre de CDD, la pyramide des âges, la part de l'actionnariat salarié).

Voilà les urgences de demain.

Bien sûr cela exige de définir enfin une politique économique qui écoute davantage les deux millions d'entrepreneurs français plutôt que les copains du CAC 40.

Bien sûr, cela signifie que la Banque centrale européenne doit enfin faire de l'euro un instrument de croissance et d'emploi et que si elle s'entête à le refuser, il faudra avoir le courage, par référendum, de revenir au franc. Bien sûr, cela impose de nouvelles règles commerciales internationales, pour revenir à un libre échange loyal car équilibré.

Mais, j'observe déjà le regard interrogateur de certains. Comment peut-on concilier une France forte et une France juste ? N'est-ce pas dans le monde d'aujourd'hui vouloir marier l'eau et le feu ? A force de préserver nos acquis, n'a-t-on pas finalement creusé la tombe de notre puissance ?

Il est temps de mettre fin dans notre pays à la confusion faite entre la solidarité et l'assistanat, l'égalité et l'uniformité, le social et le laxisme.

Pour permettre à la France d'être à la fois juste et forte, il faut renouer avec l'esprit de responsabilité. Pour la raison simple qu'il ne peut y avoir de réussite collective sans implication forte et continue de l'ensemble des Français.

Alors oui, mes amis, en réponse aux socialistes qui endorment les Français, je propose l'EFFORT DE TOUS.

Oui, mes amis, en réponse aux libéraux qui, comme le disait le Général de Gaulle, « ne libèrent personne », je propose que cet effort se fasse au PROFIT DE TOUS.

Pour mettre en œuvre cette nouvelle politique de « l'effort de tous au profit de tous », ce « redressement partagé », j'invite les Français par quelques grandes réformes à prendre leurs responsabilités.

Responsabilité dans l'entreprise d'abord, en rendant les salariés actionnaires.

La première grande réforme de structure que j'appelle de mes vœux concerne l'économie, c'est la participation. Comme le disait le Général de Gaulle, une fois de plus visionnaire : « la participation est la transposition sur le plan économique, compte tenu des données qui lui sont propres, de ce que sont dans l'ordre politique les droits et les devoirs du citoyen ».

Voilà la vraie rupture !

Rupture avec un capitalisme devenu fou, qui en exigeant 15% de rentabilité dans des pays où la croissance est de 2% conduit les actionnaires à avoir une démarche de prédateurs et non d'entrepreneurs avec des multinationales qui, comme une nuée de sauterelles, sautent de pays en pays. L'entreprise devient un citron que l'on jette sitôt pressé.

Contre cette évolution désastreuse il est de la responsabilité de l'Etat, comme garant de l'intérêt collectif de réconcilier les actionnaires, les salariés et les clients. Plus que jamais, la participation des salariés aux résultats, au capital et aux décisions des entreprises est une nécessité.

C'est pourquoi, je propose la révolution de l'actionnariat salarié avec pour objectif d'atteindre le seuil de 15% du capital des grandes entreprises dans 5 ans. Pour y réussir, l'impôt sur les sociétés sera allégé pour les entreprises qui associent leurs salariés et durci pour celles qui s'y refusent.

Oui, c'est une révolution :

- car c'est un moyen pour les salariés de bénéficier des fruits de la croissance ;

- car c'est un moyen pour l'entreprise de se protéger contre les OPA hostiles des fonds de pensions américains.

Oui, c'est une révolution car vous l'aurez compris, la participation, c'est à terme, la disparition même du capital dissociable du travail et donc opposable à lui. La participation c'est la révolution du partage ! Un partage de l'avoir qui appelle un partage du savoir et du pouvoir. Voilà enfin, une économie républicaine conforme à notre génie national, profondément française parce qu'authentiquement humaine et authentiquement humaine parce que socialement ambitieuse !

Responsabilité professionnelle ensuite par l'instauration d'un nouveau droit à la formation qui est aussi un devoir dans notre économie en mutation. C'est pourquoi, je propose la création de la sécurité professionnelle. Chaque salarié pourra ainsi capitaliser sur une carte de type carte vitale ses droits individuels à la formation afin de les utiliser en cas de coup dur ou s'il a la volonté de se former à nouveau.

Responsabilité familiale en incitant les Français par une nouvelle politique démographique à assurer le renouvellement des générations. Je propose d'améliorer une part des droits à la retraite en fonction du nombre d'enfants dans la limite d'un plafond bien sûr. N'oublions pas que dans un système par répartition, ce sont nos enfants qui paieront nos retraites !

De même, la question du logement est au cœur du souci des familles, je propose qu'en 5 ans, 5 millions supplémentaires de familles puissent accéder à la propriété. Prêts garantis à 40 ans, vente de HLM à leurs locataires, exonération des droits de succession sur la résidence principale, tout doit être fait pour aider ceux qui investissent dans l'avenir.

Mais bien sûr, la première des responsabilités est citoyenne.

Comment demander aux étrangers de s'assimiler à la France, c'est-à-dire d'adhérer positivement à ses valeurs et à son mode de vie, si les Français ne savent plus eux-mêmes ce que signifie être Français. A force de conforter les communautés, de prôner la discrimination positive, de draguer électoralement les minorités visibles, on en est arrivé à juxtaposer des catégories toujours plus isolées les unes des autres, méfiantes les unes envers les autres.

A force d'oublier le sens de la citoyenneté on perd de vue la force du lien national et du bien commun, son caractère libérateur pour l'individu aujourd'hui sous la pression des tribus et des corps intermédiaires.

- Soyons alors capables de réaffirmer partout et toujours la laïcité
- Instaurons le service civique obligatoire de trois mois où chaque jeune de France apprendra à donner aux autres

- Conditionnons le droit au séjour et à la naturalisation au respect des principes républicains et notamment à celui de l'égalité des sexes.

- Et surtout, faisons vivre notre démocratie en consultant régulièrement les Français par référendum. Référendum sur l'immigration pour définir l'urgentissime politique d'ensemble qui seule, en aidant les pays d'Afrique, pourra maîtriser les flux migratoires et placer devant leurs responsabilités ceux qui s'imaginent être au-dessus de la loi de la République. Osons même instaurer le référendum d'initiative populaire.

Une France juste, une France forte, une France responsable.

Enfin une France exemplaire.



Une fois que notre pays aura retrouvé sa dynamique interne et donc sa crédibilité, il pourra alors s'adresser au monde. Un monde qui plus que jamais a besoin de son universalisme républicain.

Comme au siècle des Lumières, lorsque la France portait la flamme de la liberté, comme en 1848 lorsqu'elle exportait la démocratie en Europe, comme en 1945 où la France proclamait la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme et du Citoyen face à son oubli qui avait été à l'origine de la barbarie nazie, il est, aujourd'hui, du devoir de notre Nation de porter la réforme du capitalisme mondial.

C'est un devoir que nous devons nous engager à

accomplir pour sortir du sous développement les 2 milliards d'habitants qui vivent avec moins de 2\$ par jour (1,6€).

C'est un devoir pour éviter le fameux « choc des civilisations » avec son terrible engrenage de malentendus, d'intolérances, de fanatismes voire de terrorisme.

C'est un devoir enfin pour éviter l'asphyxie de la planète par l'effet de serre. Une menace enfin prise au sérieux dont nous devons tirer des conséquences radicales dans notre mode de fonctionnement.

En un mot, notre mission en ce début du XXI^{ème} siècle est d'incarner la réconciliation des peuples, le partage des richesses, la diversité des cultures, la protection de l'environnement. En un mot, faire accoucher un monde multipolaire où la francophonie apporte son humanisme.

Mais, de grâce, ne nous contentons plus de la litanie des discours Onusiens, véritables « tarte à la crème » des bonnes intentions jamais suivies d'effets.

Sachons agir au niveau national comme à l'échelon européen ou mondial.

- modernisons notre outil de défense en mettant fin à l'otanisation rampante de nos forces, seul moyen d'amorcer une coopération concrète entre les pays européens qui veulent s'affranchir de la tutelle des Etats-Unis et s'adapter aux nouvelles menaces ;

- relançons une politique étrangère du grand large qui ne se résume pas à la politique européenne et permette à la France de répondre à l'attente des peuples de tous les continents lassés du modèle américain ;

- prenons enfin au sérieux la francophonie pour la faire sortir de son « ronron » institutionnel. Faisons à l'échelle du monde ce que nous avons réussi en Europe avec ERASMUS. En développant nos centres culturels et nos moyens audiovisuels extérieurs (TV5, RFI) ;

- refondons la construction européenne en écoutant enfin les peuples. Ainsi, nous éviterons l'entrée de la Turquie, nous réformerons la Banque Centrale européenne, nous bloquerons la politique dogmatique de la concurrence, pour pouvoir bâtir des champions économiques nationaux ou européens, nous permettrons la

naissance de coopérations à la carte d'Etat à Etat. Et, arrêtons de croire que nous sommes seuls. Les peuples d'Europe sont avec nous plutôt qu'avec leurs élites. C'est à la France de donner le signal de départ de cette refondation européenne.

Enfin bien sûr nous pourrons alors redéfinir les relations économiques mondiales. Si la mondialisation est irréversible son visage est tout à fait modifiable. La France doit porter un projet de réformes global prônant.

- la diversité linguistique grâce à un effort sans précédent pour la diffusion de notre langue à l'extérieur de nos frontières. Effort soi-dit en passant qui passe par le respect du français dans notre pays même ;
- l'autosuffisance alimentaire par continent ;
- la création de zones régionales de libre échange délimitées par des droits de douane proportionnels aux dégâts sociaux et environnementaux des pays exportateurs ;
- la taxation des activités polluantes ;
- la mise au ban des Nations des paradis fiscaux.

Voilà le projet universel de la France au XXI^{ème} siècle. La route sera longue mais c'est sa mission de montrer la voie à nos partenaires, la seule voie possible pour sauver notre planète et la rendre vivable.

Ainsi, selon le vœu de Georges Clemenceau, la France redeviendra bien le soldat de l'idéal.

L'idéal : ce grand mot qui fait rire aujourd'hui les cyniques et les marchands qui ont succédé aux idéologues du totalitarisme.

Les cyniques et les marchands qui nous regardent de haut. J'entends d'ici les sceptiques et les trouillards, qui viennent vous dire : « oui, vous avez raison sur le fond de vouloir mener ce combat. Mais quels sont vos moyens face au rouleau compresseur de l'argent et du show-biz ? Où sont vos troupes ? Où sont vos bataillons ? Où sont vos financiers ? Où sont vos relais dans la presse ?

La réponse est claire : les troupes de la France républicaine, de la France libre, de la seule vraie France, c'est VOUS ! Ce sont les troupes que vous allez lever parmi le peuple, de quartiers en quartiers, de villages en villages parmi les petits et les sans grade pour qui l'épreuve est toujours préférable au déshonneur.

De Gaulle disait « il n'est pas besoin d'être puissant pour être grand, il suffit d'être à la hauteur de l'histoire » NOUS Y SERONS !

Une idée juste est toujours plus forte qu'une légion tout entière, comme l'observait déjà, sous les Romains, Tite-live. Ce qui est légitime finit tôt ou tard par devenir légal et par un seul moyen : la lutte !

Si vous êtes tous ici rassemblés aujourd'hui, quels qu'aient été vos combats antérieurs auprès de Philippe Séguin ou de Jean-Pierre Chevènement, auprès des souverainistes, des gaullistes ou des républicains, c'est bien parce que vous avez toujours considéré que « faire cuire sa petite soupe sur son petit feu » n'était pas digne de votre engagement en politique.

L'engagement en politique que j'attends de chacun d'entre vous est en effet exigeant. Vous n'en tirerez ni profit, ni gloriole. Au service des gens, il vous imposera la vérité vis-à-vis des autres comme vis-à-vis de vous-même.

Notre engagement, votre engagement n'a de sens d'ailleurs que s'il se concrétise aux moments clés de notre histoire par des actes.

N'écoutez pas alors ceux qui vous diront d'attendre le bon moment.

Pour eux, ce n'est jamais le moment.

Attendre qui, ceux qui se parent des plumes du gaullisme mais ont été solidaires de tous les abandons récents ?

Attendre quoi ?

- Une nouvelle alternance ratée ?
- Davantage d'extrémismes ?
- De nouvelles émeutes ?
- Des délocalisations supplémentaires ?
- Un territoire encore plus morcelé ?

La France a déjà assez perdu de temps. Le chômage et les injustices ont fait trop de ravages. La « mauvaise Europe », celle qui se construit dans le dos des peuples, l'emporte depuis suffisamment longtemps sur la « bonne Europe », celles des Nations libres et souveraines.

Oui, mes amis, c'est un devoir aujourd'hui de se lever comme le firent les volontaires de l'an II car notre Patrie est en danger !

Mais désabusés les défaitistes vous diront : les Français veulent-ils vraiment se lever ?

N'écoutez pas ceux qui prétendent que les Français sont résignés.

Souvenez-vous de cette admirable conclusion de Tocqueville à son ouvrage « l'ancien régime et la révolution (1851) qui a fort bien décrit le caractère éternel du peuple français : « le plus casanier et le plus routinier de tous quand on l'abandonne à lui-même, et lorsqu'une fois qu'on l'a arraché malgré lui à son logis et à ses habitudes,

prêt à pousser jusqu'au bout du monde et à tout oser ; (...) conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part ; trompant toujours ainsi ses maîtres, qui le craignent ou trop ou trop peu ; jamais si libre qu'il faille désespérer de l'asservir qu'il ne puisse encore briser le joug ; ... »

Nos compatriotes ne sont pas dupes de l'hypocrisie qui gouverne le monde politique français et se prépare à tromper leur maîtres et à briser le joug !

Les Français attendent des hommes politiques le désintéressement, la droiture, la sincérité, la cohérence, la persévérance.

Je vous demande de semer, tel le « petit Poucet », ces petits cailloux sur votre chemin et croyez-moi, dans vos départements, vos communes, nos concitoyens sauront vite reconnaître les leurs. Soyez ainsi, soyez grands et les Français vous suivront !

Face au retour du régime des partis et des coteries, nos compatriotes attendent du futur Président de la constance, de la hauteur de vue, du calme, de la sérénité, de l'indépendance, une vision de la France. En un mot ils attendent un homme qui avant chaque décision ne se pose qu'une question et une seule :

Est-ce l'intérêt de la France ? Pas l'intérêt d'un clan politique, pas l'intérêt d'une clientèle, pas l'intérêt d'une corporation, pas l'intérêt d'une communauté, mais l'intérêt de la France et donc des Français, l'intérêt de la communauté politique qui assure à la fois la liberté individuelle et la suprématie de l'intérêt général sur l'intérêt particulier : la République !

A la condition de se voir proposer un vrai projet crédible, nos compatriotes sont prêts à rejeter d'un coup ce qu'ils endurent par défaut depuis tant d'années. Ils le sont d'autant plus qu'en 2005, ils ont su dire Non à la Constitution européenne. En 2007, ils peuvent dire Oui à la République.

Cela ne dépend plus que de nous. Cela ne dépend plus que de vous. Allez convaincre, accomplissez votre mission, parcourez le pays, faites votre devoir !

Le devoir de dire aux Français : vous n'êtes pas condamnés à subir !

Le devoir de dire aux Français : vous avez entre les mains votre destin et vous pouvez peser sur celui du monde !

Et n'en doutez pas, les Français reprendront le pouvoir pour l'amour de la France !

VIVE LA REPUBLICUE. VIVE LA FRANCE.

